



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**

Distr.  
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/74/5  
17 avril 2015



FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE EXÉCUTIF  
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL  
Soixante-quatorzième réunion  
Montréal, 18-22 mai 2015

**MISE À JOUR DE LA MISE EN ŒUVRE DES PLANS D'ACTIVITÉS DE 2015-2017 ET  
PLANIFICATION FINANCIÈRE POUR LE TRIENNAT 2015-2017**

**Introduction**

1. Le présent document comprend les parties suivantes :
  - Partie I: Mise à jour de l'état de la mise en œuvre des plans d'activités de 2015-2017
  - Partie II: Planification financière pour le triennat 2015-2017
  - Partie III: Plan d'activités bilatérales de 2015-2017 de l'Allemagne
  - Partie IV: Rapports des dialogues sur les indicateurs qualitatifs de performance
- Recommandations.

**PARTIE I: MISE À JOUR DE L'ÉTAT DE LA MISE EN ŒUVRE DES PLANS D'ACTIVITÉS  
DE 2015-2017**

2. Le tableau 1 présente les allocations du plan d'activités global du Fonds multilatéral pour 2015-2017 et des accords pluriannuels (APA) approuvés en principe après 2017, après ajustements du Comité exécutif et du Secrétariat à la 73<sup>e</sup> réunion<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Conformément à la décision 73/27, le présent document portera le nouveau nom de « Mise à jour de l'état de la mise en œuvre du plan d'activités global de 2015-2017 du Fonds multilatéral » aux fins de sa soumission à la 75<sup>e</sup> réunion, afin de refléter le fait que l'approbation du Comité exécutif ne couvre que le plan d'activités global et que les plans d'activités des agences bilatérales et des agences d'exécution sont simplement pris en note.

**Tableau 1. Répartition des ressources des plans d'activités globaux de 2015-2017 du Fonds multilatéral (\$US)**

Requises selon le modèle	2015	2016	2017	Total	APA approuvés après 2017
<b>REQUISES POUR LA CONFORMITÉ</b>					
Accords pluriannuels approuvés	111 546 411	46 511 837	7 243 139	165 301 387	17 216 016
Plan de gestion de l'élimination de la production des HCFC (PGEPH) – phase II			10 279 188	10 279 188	
Préparation de plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) – phase II	1 384 534	446 091	324 459	2 155 084	
PGEH et projets d'investissement des PGEH – phase I	537 300	2 897 597	735 382	4 170 280	
PGEH et projets d'investissement des PGEH – phase II	22 145 901	92 953 032	100 696 568	215 795 501	
Rapports de vérification des PGEH*	540 000	540 000	540 000	1 620 000	
Investissement et assistance technique pour le bromure de méthyle (BM)	376 920			376 920	
Projets de démonstration de solutions de remplacement à faible potentiel de réchauffement planétaire (PRP)	10 000 000			10 000 000	
Études de faisabilité sur le refroidissement urbain	400 000			400 000	
<b>Total partiel</b>	<b>146 931 067</b>	<b>143 348 557</b>	<b>119 818 736</b>	<b>410 098 360</b>	
<b>COÛTS STANDARD</b>					
Programme d'aide à la conformité (PAC) du PNUE	10 699 219	11 020 196	11 350 801	33 070 216	
Coûts de base (PNUD, ONUDI, Banque mondiale)	5 806 430	5 847 075	5 888 004	17 541 509	
Renforcement des institutions (RI)	9 488 669	6 549 650	9 548 669	25 586 987	
Coût du Secrétariat/du Comité exécutif/de la surveillance et de l'évaluation (à l'exclusion du financement de contrepartie canadien)	6 440 604	6 566 385	6 695 939	19 702 928	
Trésorier	500 000	500 000	500 000	1 500 000	
<b>Total partiel</b>	<b>32 934 922</b>	<b>30 483 306</b>	<b>33 983 413</b>	<b>97 401 641</b>	
<b>Total général</b>	<b>179 865 988</b>	<b>173 831 863</b>	<b>153 802 149</b>	<b>507 500 000</b>	
<b>PAR AGENCE</b>					
Bilatérale	3 571 205	2 186 866	3 606 730	9 364 802	1 129 520
PNUD	39 787 146	37 377 214	38 368 049	115 532 409	2 232 790
PNUE	23 945 571	23 608 920	21 922 665	69 477 156	4 910 380
ONUDI	38 788 192	54 093 589	46 073 304	138 955 084	5 413 873
Banque mondiale	55 893 270	48 958 889	36 095 463	140 947 622	3 529 453
Rapports de vérification des PGEH*	540 000	540 000	540 000	1 620 000	
Projets de démonstration de solutions de remplacement à faible PRP	10 000 000			10 000 000	
Études de faisabilité sur le refroidissement urbain	400 000			400 000	
Coût du Secrétariat/du Comité exécutif/de la surveillance et de l'évaluation (à l'exclusion du financement de contrepartie canadien)	6 440 604	6 566 385	6 695 939	19 702 928	
Trésorier	500 000	500 000	500 000	1 500 000	

\* Le financement de la préparation des rapports de vérification des PGEH pour les pays à faible volume de consommation de SAO (PFV) est approuvé chaque année par le Comité exécutif.

### État de la mise en œuvre des plans d'activités de 2015

3. Le financement total demandé par agence à la 74<sup>e</sup> réunion (en date du 1<sup>er</sup> avril 2015) s'élève à 63 860 062 \$US. Ce montant est supérieur de 883 943 \$US à la valeur du plan d'activités global pour 2015, soit 62 976 119 \$US. Par ailleurs, 8 676 811 \$US ne figurent pas dans le plan d'activités de 2015. Ces activités comprennent: les inventaires/enquêtes nationaux sur des solutions de remplacement aux SAO dans 85 pays; la phase II du PGEH du Kirghizistan (PNUD et PNUE); la phase II de la préparation du PGEH de la Bolivie (l'État plurinational de) (PNUD), de l'Égypte (PNUD) et d'Iran (la République islamique) (ONUDI); et la phase I du PGEH dans le secteur des mousses de l'Équateur (ONUDI). L'Annexe I contient la liste des inventaires/enquêtes sur les solutions de remplacement des SAO conformément à la décision XXVI/9, soumis par les agences d'exécution et non requis aux fins de conformité.<sup>2</sup> Ces demandes sont abordées dans un document intitulé « Suite donnée à la décision XXVI/9 (paragraphe 4) de la vingt-sixième Réunion des Parties, sur le financement supplémentaire pour réaliser des inventaires ou des enquêtes sur les solutions de remplacement des SAO » (UNEP/OzL.Pro/ExCom/74/53), qui indique, entre autres, qu'un montant de 7 608 250 \$US a été demandé pour des activités dans 85 pays. Ces pays ont reçu des fonds s'élevant à 3 235 141 \$US pour la tenue d'enquêtes sur les HCFC. Soixante pays n'ont pas soumis de demandes à la présente réunion. La valeur des enquêtes sur les HCFC dans ces pays se chiffre à 6 848 000 \$US.

4. Le tableau 2 présente, par agence, la valeur incluse dans le plan d'activités global pour 2015; la valeur des activités soumises à la 74<sup>e</sup> réunion mais non incluses dans les plans d'activités de 2015; et le solde des fonds provenant de projets qui n'ont pas encore été soumis.

**Tableau 2. Plan d'activités global de 2015, demandes soumises à la 74<sup>e</sup> réunion et solde, par agence (\$US)\***

Postes	Valeur totale du plan d'activités	Demandes soumises à la 74 <sup>e</sup> réunion	Solde (supérieur)/inférieur au plan d'activités
Agences bilatérales	3 571 205	599 871	2 971 334
PNUD	39 787 146	5 898 127	33 889 019
PNUE	23 945 571	10 997 009	12 948 562
ONUDI	38 788 192	8 308 383	30 479 809
Banque mondiale	55 893 270	35 860 385	20 032 885
Rapports de vérification du PGEH	540 000		540 000
Projets de démonstration de solutions de remplacement à faible PRP	10 000 000	1 866 887	8 133 113
Études de faisabilité sur le refroidissement urbain	400 000	329 400	70 600
<b>Total partiel (agences)</b>	<b>172 925 384</b>	<b>63 860 062</b>	<b>109 065 322</b>
Coûts du Secrétariat/du Comité exécutif/Trésorier (excluant le financement de contrepartie canadien)	6 440 604		6 440 604
Trésorier	500 000		500 000
<b>Total partiel (coûts standard)</b>	<b>6 940 604</b>	<b>0</b>	<b>6 940 604</b>
<b>Total</b>	<b>179 865 988</b>	<b>63 860 062</b>	<b>116 005 926</b>

\* Incluant les coûts unitaires de base.

5. Les agences bilatérales et les agences d'exécution ont demandé 1 014 685 \$US pour des activités de préparation de projets et 852 202 \$US pour deux projets de démonstration (Colombie et Égypte), sur les 10 millions \$US attribués aux projets de démonstration de solutions à faible PRP, et 329 400 \$US sur

<sup>2</sup> Ces activités sont décrites dans les programmes de travail des agences d'exécution (UNEP/OzL.Pro/ExCom/74/15-18).

les 400 000 \$US accordés aux études de faisabilité sur le refroidissement urbain, comme il est indiqué à L'Annexe II au présent document. Le coût estimatif total de ces demandes s'élève à 24 millions \$US (excluant les coûts d'appui d'agence), ce qui excède le montant de 10,4 millions \$US (incluant les coûts d'appui d'agence) de la fenêtre prévue pour ces activités, conformément à la décision 72/40.

6. Le tableau 3 indique le solde qui reste pour les activités qui n'ont pas été soumises à la 74<sup>e</sup> réunion, mais qui sont incluses dans le plan d'activités global de 2015.

**Tableau 3. Activités restantes dans le plan d'activités global de 2015 et projets non soumis (\$US)**

<b>Agences et coûts standard</b>	<b>Valeur</b>
Agences bilatérales	2 982 775
PNUD	34 815 869
PNUE	18 563 672
ONUDI	32 883 264
Banque mondiale	20 163 685
Rapports de vérification des PGEH	540 000
<b>Total partiel (agences)</b>	<b>109 949 265</b>
Coûts du Secrétariat/du Comité exécutif (excluant le financement de contrepartie canadien)	6 440 604
Trésorier	500 000
<b>Total partiel (coûts standard)</b>	<b>6 940 604</b>
<b>Total</b>	<b>116 889 869</b>

7. L'annexe III au présent document contient une liste de toutes les activités figurant dans les plans d'activités qui n'ont pas encore été soumises par les agences. Ces activités comprennent les suivantes : 146 activités liées aux HCFC à réaliser dans 59 pays, évaluées à 86,78 millions \$US; une activité liée au BM évaluée à 228 900 \$US; 55 activités de RI évaluées à 6,43 million \$US; des coûts unitaires de base d'agences d'exécution s'élevant à 5,81 millions \$US; et des PAC pour 2016 d'une valeur de 10,7 millions \$US.

#### Plans d'activités de 2015-2017

8. Le tableau 4<sup>3</sup> porte sur les demandes soumises à la 74<sup>e</sup> réunion en date du 1<sup>er</sup> avril 2015 pour des APA et autres activités, par rapport aux montants correspondants prévus dans les plans d'activités de 2015-2017. Il indique la mesure dans laquelle les approbations et les soumissions sont supérieures ou inférieures aux montants qui leur sont attribués dans les plans d'activités.

**Tableau 4. Plans d'activités globaux de 2015-2017 et demandes soumises à la 74<sup>e</sup> réunion (\$US)\***

<b>Valeur des plans d'activités soumis à la 74<sup>e</sup> réunion (2015 à 2017)</b>	<b>Demandes présentées à la 74<sup>e</sup> réunion (2015 à 2017)</b>	<b>Solde (supérieur)/inférieur au niveau du plan d'activités</b>
94 370 573	100 442 829	(6 072 256)

\*Le montant après 2017 n'est pas inclus.

<sup>3</sup> Les tableaux 2 et 3 ne couvrent que la première année du triennat, alors que le tableau 4 porte sur trois années de données.

## Engagements à terme

9. Un additif au présent document sera publié avant la 74<sup>e</sup> réunion, portant sur la mesure dans laquelle les engagements à terme liés à la nouvelle phase I ou II des PGEH soumis à l'approbation de la 74<sup>e</sup> réunion correspondent aux montants qui leur sont associés dans les plans d'activités de 2015-2017.

## PARTIE II: PLANIFICATION FINANCIÈRE POUR LE TRIENNAT 2015-2017

10. Les Parties au Protocole de Montréal ont adopté un budget de 507 500 000 \$US pour reconstituer le Fonds multilatéral pour la période 2015-2017, étant entendu que 64 000 000 \$US proviendront des contributions anticipées au Fonds et d'autres sources provenant du triennat 2012-2014, tandis que 6 000 000 \$US viendront des intérêts accrus durant le triennat 2015-2017 (décision XXVI/10).

11. La section qui suit décrit trois scénarios pour la réception des contributions promises, des intérêts et des montants reportés, compte tenu de la reconstitution et du plan d'activités global de 2015-2017 du Fonds multilatéral.

### Scénario 1: Répartition égale des fonds reportés et des intérêts

12. Le tableau 5 illustre un scénario de trésorerie où les montants reportés et les intérêts seront répartis à part égale entre chacune des trois années du triennat, et où les contributions promises seront versées au complet durant l'année où elles sont dues.

**Tableau 5. Situation de trésorerie avec répartition égale des ressources entre chacune des années du triennat (\$US)**

	Description	2015	2016	2017	Combinées
A	Plan d'activités global 2015-2017 *	179 865 988	173 831 863	153 802 149	507 500 000
B	Montants reportés	21 333 333	21 333 333	21 333 334	64 000 000
C	Contributions promises	145 833 333	145 833 333	145 833 334	437 500 000
D	Intérêts	2 000 000	2 000 000	2 000 000	6 000 000
E	Total des liquidités disponibles (B+C+D)	169 166 666	169 166 666	169 166 668	507 500 000
F	Solde net (E-A)	(10 699 322)	(4 665 197)	15 364 517	

\* Incluant les activités bilatérales de 2-3 millions \$US par an n'exigeant pas de virement de fonds, sauf si des contributions sont transférées à une agence aux fins de l'exécution d'un projet bilatéral.

13. Ce scénario donnerait des déficits de 10,7 millions en 2015 et de 4,7 millions en 2016, et un excédent de 15,4 millions en 2017. Toutefois, il arrive souvent que les prévisions budgétaires disponibles durant un exercice donné ne soient pas totalement utilisées et que les contributions promises ne soient pas toutes versées au complet dans les délais.

### Scénario 2: Liquidités requises pour répondre entièrement aux besoins du plan d'activités global 2015-2017

14. Le tableau 6 montre un scénario de trésorerie où les intérêts seront répartis à part égale entre chacune des trois années du triennat, où les contributions promises sont versées au complet durant l'année où elles sont dues, et où les montants reportés seront répartis comme suit: 50 pour cent durant la première année, 40,6 pour cent durant la deuxième année et 9,4 pour cent durant la dernière année.

**Tableau 6. Trésorerie requise pour répondre entièrement aux besoins du plan d'activités global 2015-2017 (\$US)**

	Description	2015	2016	2017	Combinées
<b>A</b>	<b>Plan d'activités global 2015-2017</b>	<b>179 865 988</b>	<b>173 831 863</b>	<b>153 802 149</b>	<b>507 500 000</b>
B	Montants reportés	32 000 000	26 000 000	6 000 000	64 000 000
C	Contributions promises	145 833 333	145 833 333	145 833 334	437 500 000
D	Intérêts	2 000 000	2 000 000	2 000 000	6 000 000
<b>E</b>	<b>Total des liquidités disponibles (B+C+D)</b>	<b>179 833 333</b>	<b>173 833 333</b>	<b>153 833 334</b>	<b>507 500 000</b>
<b>F</b>	<b>Solde net (E-A)</b>	<b>(32 655)</b>	<b>1 470</b>	<b>31 185</b>	

15. Bien que ce scénario prévoie que toutes les valeurs indiquées dans le plan d'activités global 2015-2017 pourraient être financées durant le triennat, il pourrait y avoir un déficit de fonds en 2015 qui ne serait pas compensé avant 2017. Par ailleurs, comme dans le cas du scénario précédent, les contributions promises ne sont pas toutes versées au complet dans les délais.

#### Scénario 3: Éléments des fonds reportés et taux historique de paiement des contributions promises

16. Le troisième scénario de trésorerie est fondé sur les ressources indiquées ci-après et prévoit la répartition à part égale des intérêts entre chacune des trois années du triennat:

- (a) 15,524 millions \$US comme solde des liquidités reporté de 2014 (évaluation au moment de l'adoption de la reconstitution du Fonds pour 2015-2017);
- (b) 48,421 millions \$US comme contributions promises en 2012-2014 et non versées;
- (c) 2,584 millions \$US liés au paiement des contributions promises non versées pour les triennats de la période 1991-2011 (en date du 8 novembre 2014); et
- (d) 415,625 millions \$US liés au paiement des contributions promises pour 2015-2017, sur la base d'un niveau historique de paiement de 95 pour cent (soit  $0,95 * 437,5$  millions \$US).

17. Le tableau 7 indique des revenus totaux de 488,154 millions \$US, donnant un déficit prévu de 19,346 millions \$US.

**Tableau 7. Situation de trésorerie fondée sur des éléments de fonds reportés et le taux historique de paiement des contributions promises (\$US)**

	Description	2015	2016	2017	Combinées
<b>A</b>	<b>Plan d'activités global 2015-2017</b>	<b>179 865 988</b>	<b>173 831 863</b>	<b>153 802 149</b>	<b>507 500 000</b>
B	Solde des liquidités reporté de 2014	15 524 179			<b>15 524 179</b>
C	Paiements non réglés du triennat 2012-2014	32 314 397	12 383 527	3 722 753	<b>48 420 677</b>
D	Paiements de contributions promises 2015-2017	104 242 421	175 336 272	136 046 307	<b>415 625 000</b>
E	Intérêts 2015-2017	2 000 000	2 000 000	2 000 000	<b>6 000 000</b>
F	Paiements des contributions en souffrance 1991-2011	1 689 736	380 836	513 696	<b>2 584 267</b>
<b>G</b>	<b>Total des liquidités disponibles (B+C+D+E+F)</b>	<b>155 770 733</b>	<b>190 100 635</b>	<b>142 282 756</b>	<b>488 154 123</b>
<b>H</b>	<b>Solde net (G-A)</b>	<b>(24 095 255)</b>	<b>16 268 772</b>	<b>(11 519 393)</b>	<b>(19 345 877)*</b>

\* 3,8 pour cent du montant total de la reconstitution.

### Performance des agences dans la réalisation des allocations et des cibles du plan d'activités

18. Le tableau 8 montre qu'environ 83 pour cent en moyenne des allocations du plan d'activités sont approuvés en fin de compte, d'après la tendance moyenne des plans d'activités des cinq derniers triennats. Il convient de noter que les activités non traitées dans une année sont normalement reportées dans le plan d'activités de l'année suivante.

**Tableau 8. Allocations du plan d'activités et approbations effectives (\$US)**

Année	Valeurs du plan d'activités	Montants effectivement approuvés	Pourcentage
2000	131 544 713	125 695 163	96
2001	166 859 265	144 436 052	87
2002*	195 635 529	181 128 199	93
2003**	226 732 762	173 814 977	77
2004	222 909 010	186 227 601	84
2005	226 796 158	213 353 085	94
2006	161 412 541	138 510 946	86
2007	171 419 512	135 794 742	79
2008	145 296 562	142 226 528	98
2009	106 014 427	87 524 032	83
2010	205 296 416	102 840 858	50*
2011	251 685 220	227 553 662	90
2012	158 193 207	118 157 595	75
2013	163 058 422	143 350 645	88
2014	150 349 262	109 636 438	73
Total	2 683 203 006	2 230 250 523	83****

\* Incluant 21 761 544 \$US approuvés en fonction du plan d'activités de 2001.

\*\* Incluant 14 874 845 \$US approuvés en fonction du plan d'activités de 2002.

\*\*\* Le budget du plan d'activités n'a été approuvé qu'à 50 pour cent, car plusieurs plans sectoriels du pays le plus gros consommateur/producteur visé à l'article 5 (d'une valeur de 65,7 millions \$US) inclus dans le plan d'activités, n'ont pas été approuvés.

\*\*\*\* Moyenne pondérée 2000-2014.

19. Par ailleurs, le fait que les valeurs des plans d'activités n'ont pas été entièrement réalisées est également confirmé par l'indicateur de performance des agences d'exécution, qui est de 84 pour cent de leurs objectifs annuels des projets d'investissement, comme l'indique le Tableau 9.

**Tableau 9. Indicateur de performance des agences d'exécution par rapport aux objectifs annuels des projets d'investissement**

Année	Valeurs visées (\$US)	Valeurs réelles (\$US)	Pourcentage
2003	171 328 132	125 787 838	73
2004	166 550 433	143 931 159	86
2005	160 986 672	154 847 880	96
2006	120 089 312	106 727 364	89
2007	125 884 275	106 426 812	85
2008	88 178 071	89 410 122	101
2009	60 099 064	52 103 622	87
2010	142 721 745	67 498 797	47
2011	192 180 124	188 003 062	98

Année	Valeurs visées (\$US)	Valeurs réelles (\$US)	Pourcentage
2012	119 314 337	81 517 753	68
2013	126 262 312	113 314 267	90
Total	1 473 594 477	1 229 568 676	84*

\* Moyenne pondérée 2003-2013.

### Autres facteurs pouvant influencer sur la planification financière et la trésorerie durant le triennat 2015-2017

20. Durant le triennat 2015-2017, la planification financière et la trésorerie pourraient être influées par la réception de fonds provenant de pays n'ayant jamais versé de contributions, par les gains ou les pertes découlant du mécanisme à taux de change fixe (FERM) appliqué depuis les triennats antérieurs et adopté pour le triennat 2015-2017 (décision XXVI/11), ainsi que par l'encaissement des billets à ordre.

#### Contributions des pays n'ayant jamais versé de contributions

21. Une seule Partie, le Bélarus, n'avait jamais versé les fonds promis au Fonds multilatéral. Le montant total des promesses de contributions de ce pays pour 2015-2017 s'élève à 339 522 \$US. Le Comité exécutif est invité à insister auprès du gouvernement du Bélarus pour qu'il paye ses contributions et à encourager davantage les occasions pour les missions de haut niveau de souligner la nécessité de commencer à faire des versements, pour que toutes les Parties sans exception contribuent au Fonds.

#### Contributions des pays utilisant le FERM

22. L'annexe IV fait l'évaluation de l'impact potentiel du FERM sur les pays aptes à utiliser le mécanisme pour la période 2012-2014<sup>4</sup> ainsi que sur les pays qui l'ont utilisé durant le triennat 2012-2014. En fonction des taux de change de l'ONU au 1<sup>er</sup> avril 2015, les pays qui ont recouru au FERM durant le dernier triennat auraient acquis des gains annuels de 13 310 368 (39 931 105 \$US pour le triennat). Si tous les pays précédemment considérés aptes utilisaient le FERM, le gain pourrait atteindre 26 953 248 \$US par année.

#### Encaissement des billets à ordre

23. Le tableau 10 présente les attributions de fonds approuvées par le Comité exécutif et le solde disponibles pour de nouvelles attributions, en fonction des liquidités et des billets à ordre<sup>5</sup>.

**Tableau 10. Attributions nettes approuvées par le Comité exécutif et fonds disponibles pour ces attributions en liquidités et en billets à ordre (\$US)**

Réunion	Montant net des attributions	Liquidités	Billets à ordre
74 <sup>e</sup>	72 536 873(a)	49 171 088(b)	34 112 313(b)
73 <sup>e</sup>	63 165 186	52 855 744	32 351 683
72 <sup>e</sup>	34 231 031	40 676 330	35 501 748
71 <sup>e</sup>	90 379 778	82 980 496	26 247 974
70 <sup>e</sup>	6 766 019	45 292 123	33 427 261

<sup>4</sup> La République tchèque, la Croatie, l'Estonie, l'Allemagne, Saint-Marin et la Slovaque ont avisé le Trésorier qu'ils auront recours au FERM pour la période 2015-2017, comme il est indiqué dans l'État des contributions et des décaissements (UNEP/OzL.Pro/ExCom/74/3).

<sup>5</sup> L'Annexe I aux rapports des réunions du Comité exécutif contient, entre autres, des informations sur le niveau des billets à ordre et des liquidités disponibles pour chaque réunion.



Réunion	Montant net des attributions	Liquidités	Billets à ordre
69 <sup>e</sup>	39 473 152	59 365 930	33 427 261
68 <sup>e</sup> (b)	72 880 352	53 704 566	13 330 425
67 <sup>e</sup>	8 287 801	23 247 949	19 512 082
66 <sup>e</sup>	33 131 131	13 884 041	28 866 360
65 <sup>e</sup>	37 990 649	41 742 307	24 844 325
64 <sup>e</sup>	164 545 368	158 893 492	34 273 214
63 <sup>e</sup>	23 543 923	106 684 542	35 174 394
62 <sup>e</sup>	45 470 992	143 713 054	40 767 323
61 <sup>e</sup>	22 524 529	100 329 853	50 395 499
60 <sup>th</sup>	33 538 595	87 083 523	30 671 458
59 <sup>e</sup>	39 503 217	86 025 808	35 481 910
58 <sup>e</sup>	18 494 391	56 999 643	37 830 504
57 <sup>e</sup>	28 110 248	33 173 579	28 278 282
56 <sup>e</sup>	66 073 243	74 748 383	29 761 206
55 <sup>e</sup>	37 708 798	73 123 825	39 344 647
54 <sup>e</sup>	35 088 001	46 654 921	39 344 647
53 <sup>e</sup>	44 858 534	70 654 991	31 459 790
52 <sup>e</sup>	34 359 110	45 104 235	37 734 395

(a) Au 3 avril 2015, selon le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/74/3.

(b) À la 68<sup>e</sup> réunion, le montant net des attributions dépassait de 5 845 361 \$US les ressources disponibles en liquidités et billets à ordre.

24. Le tableau 10 indique que le niveau des ressources disponibles était suffisant pour permettre l'approbation de tous les nouveaux montants attribués par le Comité exécutif à toutes les réunions, sauf la 68<sup>e</sup> réunion. En coopération avec les agences d'exécution, le Trésorier a pu trouver des liquidités pour couvrir ces approbations dès qu'elles sont disponibles et aucun problème n'a été soulevé en raison d'insuffisances de liquidités ou d'encaissement de billets à ordre. Entre la 52<sup>e</sup> et la 64<sup>e</sup> réunion, les fonds en liquidités étaient suffisants pour couvrir tous les montants nets des attributions approuvées par le Comité exécutif. Par contre, l'encaissement des billets à ordre a été nécessaire pour couvrir les approbations des 64<sup>e</sup>, 68<sup>e</sup>, 71<sup>e</sup> et 73<sup>e</sup> réunions et pourrait être nécessaire de nouveau pour la 74<sup>e</sup> réunion si toutes les demandes soumises étaient approuvées.

25. Au 17 avril 2015, sur le solde de 34 112 313 \$US en billets à ordre non encaissés par la dernière réunion du Comité exécutif, 10 324 398 \$US provenant de la France et 2 934 000 \$US des États-Unis d'Amérique pourraient être encaissés rapidement. Le solde de 34 112 313 \$US est constitué de billets à ordre de l'Allemagne<sup>6</sup> dont l'encaissement est régi par un calendrier fixe.

26. Dans le document sur l'état des contributions et des décaissements (UNEP/OzL.Pro/ExCom/74/3), il est noté que le gouvernement de l'Allemagne avait soumis un calendrier d'encaissement pour la période 2015-2017 indiquant le versement de 25 pour cent des

<sup>6</sup> Le calendrier d'encaissement de l'Allemagne a été mis en place en 1994, lorsqu'il a été présenté à la 12<sup>e</sup> réunion du Comité exécutif (UNEP/OzL.Pro/ExCom/12/4). Aux termes de ce calendrier, un tiers des promesses de contributions du pays ne pourra être encaissé qu'après le triennat. À ses 67<sup>e</sup> et 72<sup>e</sup> réunions, le Comité exécutif a demandé au gouvernement allemand d'examiner avec les autorités compétentes la question de l'encaissement des billets à ordre de l'Allemagne pendant la prochaine période de reconstitution (décisions 67/2(a)(iii-iv)(b) et 72/1(c)).

contributions sur une période de quatre ans. Ce calendrier d'encaissement dans le cadre du triennat s'harmonise avec la prochaine période de reconstitution (2018-2020).

### **Hypothèses concernant l'attribution intégrale du budget de 2015-2017**

27. L'incertitude de la disponibilité effective de liquidités risque d'avoir des incidences sur le fonctionnement du Fonds. Il sera donc nécessaire de surveiller le budget dans le contexte de l'établissement des plans d'activités pour assurer que les activités prévues disposent de ressources suffisantes. Le budget complet de 507,5 millions \$US pour le triennat 2015-2017 pourrait être disponible aux fins de planification des programmes si les hypothèses ci-après se concrétisaient:

- (a) Les contributions promises sont payées au complet d'ici le mois de juin de chaque année, conformément au paragraphe 7 de la décision XI/6;
- (b) Les Parties qui ont antérieurement versé leurs contributions promises continuent de le faire et payent les 57 millions \$US reporté du triennat précédent;
- (c) La Partie qui n'avait jamais honoré sa promesse de contribution paye ses contributions de 2015-2017, évaluées à 339 522 \$US;
- (d) Les billets à ordre sont encaissés en fonction des besoins pour éviter tout déficit de trésorerie;
- (e) Un montant de 6 millions \$US sera obtenu des intérêts et d'autres sources durant le triennat 2015-2017 pour répondre à l'engagement de restitution;
- (f) L'application du FERM ou l'encaissement des billets à ordre n'entraînera ni perte ni gain pour les ressources du Fonds.

### **Observations du Secrétariat**

28. L'analyse de la planification financière du triennat 2015-2017 révèle des risques de déficit selon les divers scénarios illustrés dans le tableau 5, dus essentiellement à la date de réception des contributions provenant du report des fonds, et possiblement pour l'ensemble du triennat compte tenu des taux historiques de paiement. Le déficit global de 19 millions \$US indiqué au tableau 7 représente 3,8 pour cent du montant total de la restitution. Ce déficit pourrait être couvert avec le paiement intégral des promesses de contributions comme l'indique le tableau 6, ou avec l'apport de fonds supplémentaires provenant de la collecte d'intérêts supplémentaires, du remboursement non prévu des soldes non utilisés des projets/accords, du paiement de contributions promises provenant des triennats préalables à la dernière reconstitution ou des gains provenant du FERM. Par contre, le déficit pourrait s'accroître en raison du non-paiement des promesses attendu depuis la dernière reconstitution. Dans le cas des déficits annuels survenus dans le passé, le Comité exécutif a approuvé le financement à libérer sur réception de contributions supplémentaires qui devraient normalement arriver dans les délais d'un mois.

29. À sa 66<sup>e</sup> réunion, meeting, le Comité exécutif a adopté une répartition de ressources reposant sur le paiement intégral des contributions promises et des hypothèses de reconstitution (décision 66/3(e)) et il a ajusté le plan d'activités selon les affectations budgétaires (décision 66/5(a)(vii)). Le Comité a également décidé de revoir l'analyse de la trésorerie à la première réunion de la dernière année du triennat, afin de modifier la planification de cette dernière année si les ressources ne suffisaient pas pour couvrir le niveau de fonds requis pour le triennat (décision 66/3(d)). Il a en outre appelé instamment les Parties à verser leurs contributions en conformité aux décisions pertinentes des Parties, de régler les arriérés et aux Parties qui n'ont pas payé de verser leurs contributions au Fonds multilatéral pour le triennat 2012-2014.

30. Une démarche similaire pourrait être adoptée pour l'attribution des ressources pour le triennat 2015-2017, indiquée dans le Tableau 6. Les plans d'activités étant désormais soumis à la dernière réunion de l'année précédente en vertu du scénario prévoyant deux réunions par année, il conviendrait peut-être de se pencher de nouveau sur la question de la trésorerie avant la dernière année du triennat en cours, c'est-à-dire en 2016.

### **PARTIE III: PLAN D'ACTIVITÉS BILATÉRALES DE L'ALLEMAGNE POUR 2015-2017**

31. À sa 73<sup>e</sup> réunion, le Comité exécutif a indiqué le plan d'activités<sup>7</sup> de 2015-2017 de l'Allemagne serait revu à sa 74<sup>e</sup> réunion compte tenu des 20 pour cent de ressources attribuées aux activités bilatérales et de l'approche générale appliquée dans la planification financière pour la période triennale 2015-2017 (décision 73/28(b)). Le Tableau 10 présente les incidences de la reconstitution sur le plan d'activités soumis par l'Allemagne à la 73<sup>e</sup> réunion, ajusté par le Secrétariat en excluant les projets de démonstration à faible PRP. La valeur du plan d'activités de 2015-2017 de l'Allemagne ne dépasse pas 20 pour cent des contributions de l'Allemagne pour le triennat.

**Tableau 11. Incidence du niveau de reconstitutions sur le plan d'activités soumis par l'Allemagne à la 73<sup>e</sup> réunion et ajusté par le Secrétariat**

	<b>Agency</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>Total</b>
<b>A</b>	20 pour cent des contributions promises par l'Allemagne	2 886 342	2 886 342	2 886 342	8 659 025
<b>B</b>	Plan d'activités	2 345 284	1 915 820	2 146 421	6 407 525
<b>C</b>	Approbations de la 73 <sup>e</sup> réunion par rapport aux contributions bilatérales de 2015	659 452			659 452
<b>D</b>	<b>Solde (D = A – B – C)</b>	<b>-118 394</b>	<b>970 521</b>	<b>739 921</b>	<b>1 592 048</b>

### **PARTIE IV: RAPPORTS SUR LES DIALOGUES CONCERNANT LES INDICATEURS QUALITATIFS DE PERFORMANCE**

32. À sa 73<sup>e</sup> réunion, le Comité exécutif a demandé, entre autres, au PNUD, au PNUE et à l'ONUDI de tenir des discussions ouvertes et constructives avec les Bureaux nationaux de l'ozone (BNO) sur les évaluations des performances qualitatives et d'en faire rapport à la 74<sup>e</sup> réunion (décision 73/14(b)). Le Comité exécutif a également demandé à l'Allemagne de remettre, à la 74<sup>e</sup> réunion, des réponses sur les évaluations de l'efficacité qualitative concernant l'Afghanistan et l'État plurinational de Bolivie (décision 73/14(c)). Le Secrétariat a envoyé deux rappels; au moment de la rédaction de ce document, seul le PNUD n'a pas encore fourni les renseignements demandés par le Comité. Un résumé des dialogues est présenté à L'Annexe V.

### **RECOMMANDATIONS**

33. Le Comité exécutif est invité à:

(a) Noter:

- (i) Le compte rendu à jour de l'exécution du plan d'activités global 2015-2017 du Fonds multilatéral et de la planification financière du triennat 2015-2017, figurant dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/74/5;

<sup>7</sup> À la 73<sup>e</sup> réunion, le Secrétariat a appelé l'attention du Comité exécutif sur le fait que l'approbation des soumissions proposées aurait pour résultat que l'Allemagne excéderait de beaucoup ses attributions bilatérales pour la période triennale 2012-2014 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/62, para. 99).

- (ii) Que des activités d'une valeur de 7 608 250 \$US menées conformément à la décision XXVI/9 (paragraphe 4), non incluses dans les plans d'activités de 2015-2017, ont été soumises à la 74<sup>e</sup> réunion;
  - (iii) Que la valeur totale des coûts estimatifs des activités de préparation de projets demandées et des projets de démonstration connexes des solutions de remplacement à potentiel de réchauffement planétaire (PRP) dépasserait la fenêtre de financement de 10 millions \$US établie par la décision 72/40;
  - (iv) Que le plan d'activités 2015-2017 de l'Allemagne ne dépasse pas 20 pour cent des contributions de l'Allemagne pour le triennat;
  - (v) Avec satisfaction, que le gouvernement de l'Allemagne, le PNUE et l'ONUDI ont présenté des informations sur les évaluations des performances qualitatives conformément aux décisions 73/14(b)(ii)(iii) et (c);
  - (vi) Avec inquiétude, que le PNUD n'a pas rendu compte de ses dialogues concernant les évaluations des performances qualitatives avec les pays qui ont jugé ses performances moins satisfaisantes, comme l'a demandé la décision 73/14(b)(i);
- (b) Inviter instamment:
- (i) Le Bélarus à payer ses contributions au Fonds multilatéral pour le triennat 2015-2017, en notant que ce pays n'a versé aucune contribution jusqu'ici, et à faciliter les occasions pour les missions de haut niveau de souligner la nécessité de commencer à faire des paiements, de manière à assurer que toutes les Parties sans exception versent des contributions au Fonds;
  - (ii) Les Parties qui ont des arriérés de contribution pour le triennat 2012-2014 de les régler en 2015;
- (c) Adopter des attributions de ressources de 179,9 millions \$US en 2015, de 173,8 millions \$US en 2016 et de 153,8 millions \$US en 2017, les fonds non attribués durant le triennat de 2015-2017 devant être attribués ultérieurement; et
- (d) Examiner la disponibilité des liquidités pour le budget de 2017 à la dernière réunion de 2016, compte tenu de la collecte des intérêts, du remboursement non prévu des soldes non utilisés des projets/accords, le paiement des contributions promises des triennats précédant la reconstitution, toutes pertes dues au non-paiement des contributions promises depuis la dernière reconstitution, et toutes pertes ou tous gains résultant du mécanisme de taux d'échange fixes.

Annex I

INVENTORIES/SURVEYS OF ALTERNATIVES TO ODS

Country	Agency	Type	Sector	Project Title	Amount requested including support costs
Afghanistan	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	169,500
Albania	UNIDO	TAS	SEV	Demonstration project for preparation of national survey on alternatives to ODS	38,150
Algeria	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	169,500
Angola	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Antigua and Barbuda	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Argentina	UNIDO	TAS	SEV	Demonstration project for preparation of national survey on alternatives to ODS	130,800
Armenia	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Barbados	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Benin	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	169,500
Bhutan	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Bolivia (Plurinational State of)	UNIDO	TAS	SEV	Demonstration project for preparation of national survey on alternatives to ODS	59,950
Bosnia and Herzegovina	UNIDO	TAS	SEV	Demonstration project for preparation of national survey on alternatives to ODS	38,150
Botswana	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Brunei Darussalam	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Burkina Faso	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	169,500
Cabo Verde	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Cambodia	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Chad	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Chile	UNIDO	TAS	SEV	Demonstration project for preparation of national survey on alternatives to ODS	87,200
Comoros (the)	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Costa Rica	UNDP	TAS	SEV	Survey of ODS alternatives at the national level	76,300
Cote d'Ivoire	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	169,500
Democratic People's Republic of Korea (the)	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	169,500
Djibouti	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Ecuador	UNIDO	TAS	SEV	Demonstration project for preparation of national survey on alternatives to ODS	59,950
El Salvador	UNDP	TAS	SEV	Survey of ODS alternatives at the national level	76,300
Equatorial Guinea	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Eritrea	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Ethiopia	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Gambia (the)	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Georgia	UNIDO	TAS	SEV	Demonstration project for preparation of national survey on alternatives to ODS	38,150
Ghana	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	169,500

Country	Agency	Type	Sector	Project Title	Amount requested including support costs
Guatemala	UNIDO	TAS	SEV	Demonstration project for preparation of national survey on alternatives to ODS	59,950
Guinea	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	169,500
Guyana	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Honduras	UNIDO	TAS	SEV	Demonstration project for preparation of national survey on alternatives to ODS	38,150
India	UNDP	TAS	SEV	Survey of ODS alternatives at the national level	196,200
Iran (Islamic Republic of)	UNDP	TAS	SEV	Survey of ODS alternatives at the national level	130,800
Jamaica	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Kenya	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	169,500
Kyrgyzstan	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Lao People's Democratic Republic (the)	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Lebanon	UNDP	TAS	SEV	Survey of ODS alternatives at the national level	98,100
Lesotho	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Liberia	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Madagascar	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	169,500
Malawi	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Maldives	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Mexico	UNIDO	TAS	SEV	Demonstration project for preparation of national survey on alternatives to ODS	130,800
Micronesia (Federated States of)	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Mongolia	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Montenegro	UNIDO	TAS	SEV	Demonstration project for preparation of national survey on alternatives to ODS	38,150
Mozambique	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Myanmar	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Namibia	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Nepal	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Nicaragua	UNIDO	TAS	SEV	Demonstration project for preparation of national survey on alternatives to ODS	38,150
Niger (the)	UNIDO	TAS	SEV	Demonstration project for preparation of national survey on alternatives to ODS	59,950
Nigeria	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	169,500
Oman	UNIDO	TAS	SEV	Demonstration project for preparation of national survey on alternatives to ODS	87,200
Pakistan	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	169,500
Panama	UNDP	TAS	SEV	Survey of ODS alternatives at the national level	76,300
Republic of Moldova (the)	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Rwanda	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Sao Tome and Principe	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Serbia	UNIDO	TAS	SEV	Demonstration project for preparation of national survey on alternatives to ODS	87,200
Seychelles	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Sierra Leone	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800

Country	Agency	Type	Sector	Project Title	Amount requested including support costs
Sri Lanka	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Sudan (the)	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	169,500
Swaziland	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Thailand	IBRD	TAS	SEV	HFC survey	130,800
The former Yugoslav Republic of Macedonia	UNIDO	TAS	SEV	Demonstration project for preparation of national survey on alternatives to ODS	38,150
Timor-Leste	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Togo	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	169,500
Trinidad and Tobago	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	169,500
Tunisia	UNIDO	TAS	SEV	Demonstration project for preparation of national survey on alternatives to ODS	87,200
Turkey	UNIDO	TAS	SEV	Demonstration project for preparation of national survey on alternatives to ODS	130,800
Turkmenistan	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Uganda	UNIDO	TAS	SEV	Demonstration project for preparation of national survey on alternatives to ODS	59,950
United Republic of Tanzania (the)	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Uruguay	UNIDO	TAS	SEV	Demonstration project for preparation of national survey on alternatives to ODS	38,150
Venezuela (Bolivarian Republic of)	UNIDO	TAS	SEV	Demonstration project for preparation of national survey on alternatives to ODS	87,200
Zambia	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
Zimbabwe	UNEP	TAS	SEV	National inventory on ODS alternatives	67,800
<b>Total</b>					<b>7,608,250</b>

**Annex II**

**LOW GWP DEMONSTRATION PROJECTS  
AND DISTRICT COOLING FEASIBILITY STUDIES**

Country	Agency	Type	Sector	Project Title	Amount requested including support costs
<b>LOW GWP DEMONSTRATION PROJECTS</b>					
China	UNIDO	PRP	REF	Preparation of a demonstration project for conversion from HCFC-22 to CO2 heat pump compressors	32,100
China	UNDP	PRP	REF	Preparation of a demonstration project for developing screw high temperature heat pump compressor units with low-global warming potential refrigerant in the industrial and commercial refrigeration industry	39,055
China	UNIDO	PRP	REF	Preparation of a demonstration project for leakage reduction of large/industrial refrigerating appliances	53,500
China	UNDP	PRP	REF	Preparation of a demonstration project of ammonia semi-hermetic frequency convertible screw refrigeration system in the industrial and commercial refrigeration industry	25,680
China	UNIDO	PRP	REF	Preparation of a demonstration project: low-global warming potential alternatives in various applications for transport refrigeration (cryogenic and natural refrigerants)	53,500
Colombia	UNDP	DEM	FOA	Demonstration project to validate the use of HFOs for discontinuous panels and spray in Article 5 parties through the development of cost-effective formulations	488,402
Costa Rica	UNDP	PRP	REF	Preparation of a demonstration project for the transition of HCFC-22-based refrigerant unit to NH3 system in cold chambers	42,800
Egypt	UNDP	DEM	FOA	Demonstration of low cost options for the conversion to non-ODS technologies in polyurethane foams at very small users	363,800
Egypt	UNDP	PRP	REF	Preparation of a demonstration project for low-global warming potential alternatives technologies in refrigeration and air-conditioning under high ambient temperature conditions	21,400
Global	UNIDO	PRP	REF	Preparation of a demonstration project for refrigerant containment and leakage prevention in high ambient temperatures (Egypt and Gulf Cooperation Council region)	53,500
Global	UNIDO	PRP	REF	Preparation of a demonstration project in the refrigeration assembly sector (Argentina and Tunisia)	64,200
India	UNDP	PRP	FOA	Preparation of a demonstration project for development and evaluation of polyol systems for foam products using HFOs as blowing agent	32,100
India	UNDP	PRP	FOA	Preparation of a demonstration project for development and evaluation of spray foam polyol systems for buildings using HFOs as blowing agent	32,100
Kuwait	UNDP	PRP	REF	Preparation of a demonstration project for low-global warming potential alternatives in high ambient temperature conditions in air-conditioning applications	21,400
Maldives	UNDP	PRP	REF	Preparation of a demonstration project for low-global warming potential alternatives for HCFC phase-out in refrigeration applications in fishing industry	16,050



Country	Agency	Type	Sector	Project Title	Amount requested including support costs
Morocco	UNIDO	PRP	FOA	Preparation of a demonstration project for the use of compact high pressure foaming equipment for the safe introduction of pentane technology to small- and medium-sized enterprises	42,800
Region: AFR	UNIDO	PRP	REF	Preparation of a demonstration project to ensure safety standards and market availability of high quality refrigerants (Kenya, Rwanda, Uganda, United Republic of Tanzania and Zambia)	107,000
Region: EUR	Russian Federation	PRP	REF	Preparation of a regional centre of excellence for demonstration and training of low-global warming potential ozone-safe alternative technologies	56,500
Region: LAC	UNIDO	PRP	REF	Preparation of a demonstration project for stage II of HPMP refrigeration and air-conditioning servicing activities, with focus on low-global warming potential flammable refrigerants	64,200
Saudi Arabia	UNIDO	PRP	REF	Preparation of a demonstration project for promoting HFO-based low-global warming potential refrigerants for air-conditioning sector in high ambient temperatures	32,100
Saudi Arabia	UNIDO	PRP	FOA	Preparation of a demonstration project for the phase-out of HCFCs by using HFO as foam blowing agent in the spray foam applicants in high ambient temperatures refrigerating appliances	32,100
South Africa	UNIDO	PRP	FOA	Preparation of a demonstration project on technical and economic advantages of the vacuum assisted injection in discontinuous panel's plant retrofitted from HCFC-141b to pentane	42,800
Thailand	IBRD	PRP	FOA	Preparation of a demonstration project for low-global warming potential alternatives for foam system house	32,100
Trinidad and Tobago	UNDP	PRP	REF	Preparation of a demonstration project for the production of hydrocarbons refrigerants in refrigeration and air-conditioning applications in Latin America and the Caribbean	42,800
Turkey	UNIDO	PRP	FOA	Preparation of a demonstration project for the phase-out of HCFCs by means of using HFOs as foam blowing agent in the manufacture of reefers and truck trailer bodies	32,100
Uruguay	UNDP	PRP	REF	Preparation of an assessment of unsaturated HFC (HFO) in air-conditioning and refrigeration applications in a small non-low volume consuming country	42,800
<b>Total for demonstration projects</b>					<b>1,866,887</b>
<b>DISTRICT COOLING FEASIBILITY STUDIES</b>					
Dominican Republic (the)	UNDP	TAS	REF	Feasibility study for district cooling in Punta Cana	109,000
Egypt	UNEP	TAS	REF	Feasibility study addressing district cooling	33,900
Egypt	UNIDO	TAS	REF	Feasibility study addressing district cooling	76,300
Kuwait	UNEP	TAS	REF	Feasibility study addressing district cooling	33,900
Kuwait	UNIDO	TAS	REF	Feasibility study addressing district cooling	76,300
<b>Total for feasibility studies</b>					<b>329,400</b>

**Annex III**

**REMAINING ACTIVITIES REQUIRED FOR COMPLIANCE**

Country	Agency	Type	Chemical	Sector and Subsector	Value (\$000) 2015	ODP 2015
Albania	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	26	0.2
Albania	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Servicing (Stage I)	44	0.3
Algeria	UNIDO	INV	MBR	Phase-out of MB in dates	229	1.8
Algeria	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Servicing (Stage I)	155	1.0
Algeria	UNIDO	PRP	HCFC	FOA-Rigid PU foam (stage II)	30	0.0
Algeria	UNIDO	PRP	HCFC	REF-Manufacturing (stage II)	30	0.0
Algeria	UNIDO	PRP	HCFC	REF-Servicing (stage II)	36	0.0
Angola	UNDP	INV	HCFC	Stage I HPMP	34	0.3
Angola	UNDP	PRP	HCFC	Stage II HPMP Preparation (refrigeration servicing)	32	0.0
Antigua and Barbuda	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	7	0.0
Argentina	UNDP	INS	SEV	Several Ozone unit support	333	0.0
Argentina	IBRD	PRP	HCFC	FOA - Rigid PU foam (stage II)	161	
Argentina	UNIDO	PRP	HCFC	REF-Servicing (stage II)	53	0.0
Bahrain	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60	
Bahrain	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	164	1.2
Bangladesh	UNDP	INS	SEV	Several Ozone unit support	139	0.0
Bangladesh	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	20	0.2
Bangladesh	UNDP	PRP	HCFC	Stage II HPMP Preparation (air condition, refrigeration servicing)	150	0.0
Bangladesh	UNEP	PRP	HCFC	Stage 2 - HCFC Phase-out Management Plan (preparation)	28	
Barbados	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	117	
Benin	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60	
Bolivia (Plurinational State of)	Germany	INV	HCFC	Ref-Servicing (Stage I)	73	0.4
Botswana	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	78	
Brazil	UNDP	INS	SEV	Several Ozone unit support	376	0.0
Brazil	Germany	INV	HCFC	Ref-Servicing (Stage I)	454	4.6
Brazil	UNDP	INV	HCFC	Stage I HPMP	1,774	18.5
Brazil	UNDP	INV	HCFC	Stage II HPMP (foam)	1,880	40.4
Brazil	Italy	PHA	HCFC	HCFC phase out Foam and Technical Assistance (stage II)	148	3.0
Brazil	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Servicing (non-training) (stage II)	242	5.0
Brazil	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Air conditioning (stage II)	969	10.0
Burundi	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60	
Cameroon	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	140	
Cameroon	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Servicing (Stage I)	64	1.0
Cabo Verde	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60	
Central African Republic (the)	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60	
Central African Republic (the)	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	62	0.4
Chad	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60	
Chile	UNDP	INV	HCFC	Stage I HPMP	121	1.4

Country	Agency	Type	Chemical	Sector and Subsector	Value (\$000) 2015	ODP 2015
Chile	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	31	0.3
China	UNDP	INV	HCFC	Stage I Investment project/Sector Plans (Solvents Sector Plan)	535	6.4
China	UNDP	INV	HCFC	Stage I Investment project./Sector Plans (ICR Sector Plan) (Stage I)	9,791	116.8
China	IBRD	PHA	HCFC	FOA - Rigid PU (Stage I)	11,717	139.7
China	Japan	PHA	HCFC	HCFC Phase Out Plan (Stage I)	90	1.0
China	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (servicing sector, including enabling) (Stage I)	874	10.0
China	UNIDO	PHA	HCFC	FOA-XPS (Stage I)	7,204	85.9
China	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Air conditioning, Room Air Conditioning (RAC) (Stage I)	12,038	143.6
Colombia	UNDP	INV	HCFC	Stage II HPMP (refrigeration)	72	0.7
Colombia	UNDP	INV	HCFC	Stage II HPMP (overarching)	79	3.9
Colombia	UNDP	INV	HCFC	Stage II HPMP (foam)	507	10.9
Comoros	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60	
Congo	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60	
Costa Rica	UNDP	INS	SEV	Several Ozone unit support	150	0.0
Cote d'Ivoire	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	213	2.3
Cuba	UNDP	INS	SEV	Several Ozone unit support	160	0.0
Democratic People's Republic of Korea (the)	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	130	
Democratic Republic of the Congo (the)	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	65	
Democratic Republic of the Congo (the)	UNDP	INV	HCFC	Stage I HPMP (Stage I)	26	0.3
Democratic Republic of the Congo (the)	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	27	0.3
Democratic Republic of the Congo (the)	UNEP	PHA	HCFC	Stage 2 - HCFC Phase-out Management Plan (implementation)	390	8.1
Democratic Republic of the Congo (the)	UNDP	PRP	HCFC	Stage II HPMP Preparation (refrigeration servicing)	11	0.0
Democratic Republic of the Congo (the)	UNDP	PRP	HCFC	Stage II HPMP Preparation (refrigeration servicing)	27	0.0
Democratic Republic of the Congo (the)	UNEP	PRP	HCFC	Stage 2 and 3 - HCFC Phase-out Management Plan (preparation)	32	
Democratic Republic of the Congo (the)	UNEP	PRP	HCFC	Stage 2 - HCFC Phase-out Management Plan (preparation)	67	
Dominican Republic (the)	UNDP	INV	HCFC	Stage II HPMP (overarching)	131	2.7
Ecuador	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	177	
Eritrea	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60	
Gabon	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60	
Global	ALL	TAS	HCFC	HPMP Verification	540	

Country	Agency	Type	Chemical	Sector and Subsector	Value (\$000) 2015	ODP 2015
Global	IBRD	TAS	SEV	Agency Core Unit Costs	1,725	
Global	UNDP	TAS	SEV	Core Unit Support	2,041	0.0
Global	UNEP	TAS	SEV	Global CAP 2016 work programme	10,699	
Global	UNIDO	TAS	SEV	Core Unit Funding	2,041	0.0
Grenada	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60	
Guatemala	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	125	
Haiti	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	100	
Haiti	UNDP	INV	HCFC	Stage I HPMP	106	0.4
Haiti	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	34	0.1
Honduras	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60	
India	UNDP	INV	HCFC	Stage I HPMP	1,539	23.1
India	UNDP	INV	HCFC	Stage II HPMP (refrigeration)	186	1.9
India	UNDP	INV	HCFC	Stage II HPMP (refrigeration)	537	7.5
India	UNDP	INV	HCFC	Stage II HPMP (air conditioning)	1,226	12.7
India	UNDP	INV	HCFC	Stage II HPMP (foam)	3,652	78.4
India	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	97	1.4
India	Germany	TAS	HCFC	Ref-Servicing (Stage I)	222	3.2
India	Germany	TAS	HCFC	Ref-Servicing (stage II)	251	4.9
Indonesia	UNDP	INS	SEV	Several Ozone unit support	290	0.0
Indonesia	UNDP	INV	HCFC	Stage I HPMP	490	4.9
Indonesia	UNDP	INV	HCFC	Stage II HPMP (refrigeration)	11	0.2
Indonesia	UNDP	INV	HCFC	Stage II HPMP (refrigeration)	16	0.2
Indonesia	UNDP	INV	HCFC	Stage II HPMP (overarching)	961	19.8
Indonesia	IBRD	PHA	HCFC	HCFC Foam Sector Plan (Stage I)	146	1.4
Indonesia	IBRD	PHA	HCFC	FOA (stage II)	307	11.0
Iran (Islamic Republic of)	Germany	INV	HCFC	FOA (stage II)	553	0.0
Iran (Islamic Republic of)	UNDP	INV	HCFC	Stage II HPMP (refrigeration)	228	2.4
Iran (Islamic Republic of)	UNDP	INV	HCFC	Stage II HPMP (air conditioning)	489	5.0
Iran (Islamic Republic of)	UNDP	INV	HCFC	Stage II HPMP (refrigeration)	1,181	16.5
Iran (Islamic Republic of)	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Servicing (stage II)	242	5.0
Iran (Islamic Republic of)	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Manufacturing (stage II)	678	7.0
Iran (Islamic Republic of)	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Manufacturing FOA (stage II)	1,303	30.0
Iraq	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	240	
Iraq	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	168	1.9
Jamaica	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60	
Jordan	IBRD	PHA	HCFC	HCFC Air-Conditioning Sector Plan (Stage I)	335	2.2
Jordan	IBRD	PHA	HCFC	HCFC Air-Conditioning Sector Plan (Stage I)	906	8.3
Jordan	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Servicing (Stage I)	24	0.2
Jordan	IBRD	PRP	HCFC	REF-Commercial refrigeration (stage II)	64	
Kenya	France	PHA	HCFC	HCFC Phase Out Plan (Stage I)	198	2.2
Kiribati	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60	
Kuwait	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	105	
Kuwait	UNIDO	PRP	HCFC	FOA-Rigid PU foam (stage II)	24	0.0
Kuwait	UNIDO	PRP	HCFC	REF-Servicing (stage II)	27	0.0

Country	Agency	Type	Chemical	Sector and Subsector	Value (\$000) 2015	ODP 2015
Kuwait	UNIDO	PRP	HCFC	REF-Air Conditioning (stage II)	47	0.0
Lebanon	UNDP	INV	HCFC	Stage II HPMP (air conditioning)	11	0.1
Lebanon	UNDP	INV	HCFC	Stage II HPMP (refrigeration)	20	0.2
Lebanon	UNDP	INV	HCFC	Stage II HPMP (refrigeration)	27	0.4
Lebanon	UNDP	INV	HCFC	Stage II HPMP (foam)	154	3.3
Liberia	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	85	
Malaysia	UNDP	INS	SEV	Several Ozone unit support	299	0.0
Malaysia	UNDP	INV	HCFC	Stage I HPMP	515	5.2
Malaysia	UNDP	INV	HCFC	Stage II HPMP (air conditioning)	191	2.0
Malaysia	UNDP	INV	HCFC	Stage II HPMP (refrigeration)	293	3.0
Malaysia	UNDP	INV	HCFC	Stage II HPMP (overarching)	329	7.5
Malaysia	UNDP	INV	HCFC	Stage II HPMP (foam)	527	11.3
Maldives	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	114	0.3
Marshall Islands	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60	
Mexico	UNDP	INV	HCFC	Stage I HPMP	1,207	26.0
Mexico	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Servicing and FOA (Stage I)	243	5.3
Montenegro	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Servicing (Stage I)	106	0.1
Morocco	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	156	
Morocco	Italy	PHA	HCFC	REF-Servicing (stage II)	83	1.7
Mozambique	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	81	
Myanmar	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	21	0.1
Myanmar	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Servicing (Stage I)	65	0.3
Nepal	UNDP	INV	HCFC	Stage I Investment project/Sector Plans (Servicing Sector)	37	0.1
Nepal	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	57	0.2
Nicaragua	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60	
Niger (the)	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	65	
Nigeria	UNDP	INV	HCFC	Stage I HPMP	322	5.5
Niue	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60	
Pakistan	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Servicing (stage II)	484	10.0
Pakistan	UNIDO	PHA	HCFC	FOA-Rigid PU foam (stage II)	1,229	33.0
Panama	UNDP	INS	SEV	Several Ozone unit support	150	0.0
Panama	UNDP	INV	HCFC	Stage II HPMP (foam)	19	0.4
Panama	UNDP	INV	HCFC	Stage II HPMP (overarching)	61	1.3
Paraguay	UNDP	INV	HCFC	HCFC-INV: FOA sector (stage I)	255	4.5
Peru	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	134	
Peru	UNDP	INV	HCFC	Stage I HPMP	27	0.3
Peru	UNDP	INV	HCFC	Stage I HPMP	109	1.3
Peru	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	6	0.1
Peru	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	23	0.3
Peru	UNDP	PRP	HCFC	Stage II HPMP Preparation (foam, refrigeration servicing)	118	0.0
Peru	UNEP	PRP	HCFC	Stage 2 - HCFC Phase-out Management Plan (preparation)	85	
Philippines (the)	IBRD	PHA	HCFC	REF - Servicing (stage II)	144	3.0
Philippines (the)	IBRD	PHA	HCFC	REF-Air conditioning (stage II)	520	5.4
Philippines (the)	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	26	0.5
Qatar	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan	62	1.6

Country	Agency	Type	Chemical	Sector and Subsector	Value (\$000) 2015	ODP 2015
				(implementation) (Stage I)		
Qatar	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	170	4.3
Qatar	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Servicing (Stage I)	572	15.1
Rwanda	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60	
Saint Lucia	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	11	0.0
Saint Lucia	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Servicing (Stage I)	4	0.0
Saint Vincent and the Grenadines	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	158	0.1
Sao Tome and Principe	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	61	
Saudi Arabia	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	200	
Saudi Arabia	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	281	11.4
Saudi Arabia	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Air conditioning (Stage I)	1,284	54.6
Senegal	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	152	
Seychelles	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60	
Seychelles	Germany	INV	HCFC	Ref-Servicing (Stage I)	203	0.4
Sierra Leone	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	86	
Somalia	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60	
South Africa	UNIDO	PRP	HCFC	REF-Servicing (stage II)	53	0.0
South Africa	UNIDO	PRP	HCFC	REF-Manufacturing (stage II)	89	0.0
South Sudan	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60	
South Sudan	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (stage I)	101	
Sudan (the)	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	146	
Swaziland	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60	
Syrian Arab Republic	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (stage I)	181	0.0
Syrian Arab Republic	UNEP	PRP	HCFC	Stage 2 - HCFC Phase-out Management Plan (preparation Stage-II)	57	
Thailand	IBRD	INS	SEV	Several Ozone unit support	371	
Thailand	IBRD	PHA	HCFC	FOA REF - AC (Stage I)	1,070	10.2
The Former Yugoslav Republic of Macedonia	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Servicing, FOA & INS (Stage I)	88	0.2
Timor-Leste	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	60	
Timor-Leste	UNDP	INV	HCFC	Stage I HPMP	12	0.0
Timor-Leste	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	19	0.0
Trinidad and Tobago	UNDP	INV	HCFC	Stage I HPMP	507	5.8
Tunisia	France	PHA	HCFC	HCFC Phase Out Plan (Stage I)	444	2.3
Tunisia	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	62	0.3
Tunisia	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Servicing, RAC-Manuf., FOA-Rigid PU foam (Stage I)	512	2.8
Turkey	Italy	PHA	HCFC	REF-Servicing (stage II)	83	1.7
Turkey	UNIDO	PHA	HCFC	REF-Servicing (Stage I)	2,675	82.3
Uruguay	UNDP	INS	SEV	Several Ozone unit support	161	0.0
Uruguay	UNDP	INV	HCFC	Stage I HPMP	48	0.5
Uruguay	UNDP	INV	HCFC	Stage II HPMP (foam)	45	1.0
Uruguay	UNDP	INV	HCFC	Stage II HPMP (overarching)	54	1.1

<b>Country</b>	<b>Agency</b>	<b>Type</b>	<b>Chemical</b>	<b>Sector and Subsector</b>	<b>Value (\$000) 2015</b>	<b>ODP 2015</b>
Venezuela (Bolivarian Republic of)	Italy	PHA	HCFC	REF-Servicing (stage II)	55	1.4
Viet Nam	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	119	
Viet Nam	IBRD	PHA	HCFC	FOA (Stage I)	1,125	15.0
Viet Nam	IBRD	PHA	HCFC	REF - Assembly and charging of refrigeration equipment (stage II)	339	7.0
Viet Nam	IBRD	PHA	HCFC	FOA - Rigid PU foam (stage II)	573	15.9
Viet Nam	IBRD	PHA	HCFC	REF - AC (stage II)	662	7.2
Yemen	UNEP	PHA	HCFC	HCFC Phase-out Management Plan (implementation) (Stage I)	186	13.2
Zambia	UNEP	INS	SEV	Institutional Strengthening	66	
Zimbabwe	Germany	INV	HCFC	Ref-Servicing (Stage I)	125	1.3

Annex IV

**POSSIBLE IMPACT OF THE FIXED-EXCHANGE RATE MECHANISM (FERM) BASED ON  
CURRENT RATES OF EXCHANGE FOR THOSE COUNTRIES THAT QUALIFY AND USED  
THE FERM IN THE 2012-2014 TRIENNIUM**

Parties	UN scale of assessment	Annual contributions (US \$)	Qualified for FERM	FERM currencies rates of exchange	UN exchange rates as at 1 April 2015 (US\$)	Value of annual contributions as at 1 April 2015 (US\$)	Difference in pledge and payment for eligible FERM Parties (US\$)	Value of annual contributions as at 1 April 2015 for 2012-2014 FERM Parties (US\$)	Difference in pledge and payment for 2012-2014 FERM Parties (US\$)
Andorra	0.011086	16,168	No	0.72967	0.923	16,168	0	16,168	0
Australia	2.874158	4,191,481	Yes	1.10283	1.306	4,963,661	772,180	4,963,661	772,180
Austria	1.105872	1,612,730	Yes	0.72967	0.923	2,040,032	427,302	2,040,032	427,302
Azerbaijan	0.055432	80,839	Yes	0.7839	1.0489	108,167	27,328	80,839	0
Belarus	0.077605	113,174	No	9776.66667	14700	113,174	0	113,174	0
Belgium	1.383033	2,016,923	Yes	0.72967	0.923	2,551,318	534,395	2,551,318	534,395
Bulgaria	0.065133	94,985	Yes	1.427	1.804	120,079	25,094	94,985	0
Canada	4.13524	6,030,559	Yes	1.0975	1.265	6,950,940	920,381	6,950,940	920,381
Croatia	0.174611	254,642	Yes	5.57017	7.053	322,430	67,788	254,642	0
Cyprus	0.065133	94,985	Yes	0.72967	0.923	120,152	25,167	94,985	0
Czech Republic (the)	0.53492	780,092	Yes	20.02833	25.37	988,147	208,055	988,147	208,055
Denmark	0.935418	1,364,151	Yes	5.4455	6.891	1,726,263	362,112	1,726,263	362,112
Estonia	0.055432	80,839	Yes	0.72967	0.923	102,258	21,419	102,258	21,419
Finland	0.719232	1,048,881	Yes	0.72967	0.923	1,326,788	277,907	1,326,788	277,907
France	7.750804	11,303,256	Yes	0.72967	0.923	14,298,115	2,994,859	14,298,115	2,994,859
Germany	9.896029	14,431,709	Yes	0.72967	0.923	18,255,468	3,823,759	18,255,468	3,823,759
Greece	0.884143	1,289,376	Yes	0.72967	0.923	1,631,003	341,627	1,289,376	0
Holy See (the)	0.001386	2,021		0.72967	0.923	2,021	0	2,021	0
Hungary	0.368624	537,577	Yes	223.38333	276.2	664,682	127,105	537,577	0
Iceland	0.037417	54,566	Yes	113.79833	136.4	65,403	10,837	65,403	10,837
Ireland	0.579266	844,763	Yes	0.72967	0.923	1,068,588	223,825	1,068,588	223,825
Israel	0.548779	800,302	Yes	3.48817	3.965	909,703	109,401	800,302	0
Italy	6.164058	8,989,251	Yes	0.72967	0.923	11,371,002	2,381,751	8,989,251	0
Japan	15.012419	21,893,111	Yes	102.77	119.92	25,546,578	3,653,467	21,893,111	0
Kazakhstan	0.167682	244,537	Yes	173.58667	185.72	261,630	17,093	244,537	0
Latvia	0.065133	94,985	Yes	0.7297	0.923	120,147	25,162	120,147	25,162
Liechtenstein	0.012472	18,189		0.891	0.965	18,189	0	18,189	0
Lithuania	0.101164	147,530	Yes	2.5195	0.923	54,047	-93,483	147,530	0
Luxembourg	0.11225	163,698	Yes	0.72967	0.923	207,071	43,373	163,698	0
Malta	0.022173	32,335	Yes	0.72967	0.923	40,902	8,567	32,335	0
Monaco	0.01663	24,252		0.72967	0.923	24,252	0	24,252	0
Netherlands (the)	2.29212	3,342,676	Yes	0.72967	0.923	4,228,336	885,660	3,342,676	0
New Zealand	0.350609	511,304	Yes	1.19133	1.328	569,961	58,657	569,961	58,657



UNEP/OzL.Pro/ExCom/74/5  
Annex IV

Parties	UN scale of assessment	Annual contributions (US \$)	Qualified for FERM	FERM currencies rates of exchange	UN exchange rates as at 1 April 2015 (US\$)	Value of annual contributions as at 1 April 2015 (US\$)	Difference in pledge and payment for eligible FERM Parties (US\$)	Value of annual contributions as at 1 April 2015 for 2012-2014 FERM Parties (US\$)	Difference in pledge and payment for 2012-2014 FERM Parties (US\$)
Norway	1.17932	1,719,841	Yes	6.06033	7.993	2,268,307	548,466	2,268,307	548,466
Poland	1.276326	1,861,309	Yes	3.04867	3.775	2,304,756	443,447	1,861,309	0
Portugal	0.656871	957,937	Yes	0.72967	0.923	1,211,748	253,811	957,937	0
Romania	0.313192	456,738	Yes	3.25683	4.064	569,936	113,198	456,738	0
Russian Federation (the)	3.378591	4,927,112	Yes	34.93833	57.77	8,146,905	3,219,793	4,927,112	0
San Marino	0.004157	6,063	Yes	0.72967	0.923	7,669	1,606	6,063	0
Slovakia	0.236973	345,585	Yes	0.72967	0.923	437,150	91,565	345,585	0
Slovenia	0.13858	202,096	Yes	0.72967	0.923	255,642	53,546	202,096	0
Spain	4.119996	6,008,328	Yes	0.72967	0.923	7,600,267	1,591,939	6,008,328	0
Sweden	1.330372	1,940,126	Yes	6.537	8.612	2,555,968	615,842	2,555,968	615,842
Switzerland	1.450937	2,115,950	Yes	0.891	0.965	2,291,685	175,735	2,291,685	175,735
Tajikistan	0.004157	6,063	Yes	4.86833	5.7201	7,124	1,061	6,063	0
Ukraine	0.137195	200,076	Yes	10.33117	23.394	453,054	252,978	200,076	0
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland (the)	7.177081	10,466,576	Yes	0.60083	0.676	11,776,052	1,309,476	11,776,052	1,309,476
United States of America (the)	22	32,083,333	Yes	1	1	32,083,333	0	32,083,333	0
Uzbekistan	0.020787	30,314	No	2241.08333	2490.2	30,314	0	30,314	0
Total	100	145,833,333				172,786,582	26,953,248	159,143,702	13,310,368

\* With no party contributing more than 22 per cent.

**Annexe V**

**RÉSUMÉ DES DIALOGUES ENTRE LES AGENCES BILATÉRALES/AGENCES  
D'EXÉCUTION ET LES BUREAUX NATIONAUX DE L'OZONE (BNO)  
SUR LES ÉVALUATIONS DE L'EFFICACITÉ QUALITATIVE  
CONFORMÉMENT À LA DÉCISION 73/14(b) ET (c)**

1. Dans le cas de l'Afghanistan, le PNUE a expliqué que l'Administrateur national de l'ozone (ANO) a précisé que les évaluations établies étaient liées aux outils de réglementation proposés dans le PGEH, l'Administrateur n'étant pas sûr du niveau de consultation investi dans la détermination de ces outils. Le PNUE a depuis assuré à l'ANO que les instruments de politique dans le document du PGEH peuvent et devraient être ajustés en fonction des priorités du gouvernement. Le PNUE a indiqué par ailleurs que le BNO a octroyé au PNUE une évaluation générale d'excellence et que l'équipe du PAC a reçu tout le soutien nécessaire. Concernant l'évaluation de l'Allemagne par l'Afghanistan, l'Allemagne a expliqué que, pour des raisons de sécurité, des missions d'experts n'ont pas pu être menées pendant longtemps. L'Allemagne a redoublé d'efforts en 2014, mais la situation de la sécurité ne s'est pas améliorée et elle envisage désormais de revoir son rôle dans le projet.

2. À propos de l'évaluation de l'État plurinational de Bolivie, l'Allemagne a indiqué qu'en raison des changements de personnel dans ce pays et en Allemagne, les activités prévues n'ont pas pu être mises en œuvre conformément au calendrier. En conséquence, elle a demandé une révision des fonds alloués, mais cela n'a pas été possible dans tous les cas. L'Allemagne a indiqué que le projet a été transféré à l'ONUDI.

3. Sur la question du remboursement des fonds non utilisés dans la préparation de projets pour le plan d'élimination finale de la Guyana, le PNUE a indiqué que le BNO voulait utiliser le solde des fonds pour des activités du PGEH. Le PNUE a expliqué qu'en raison de la décision du Comité exécutif, aucune agence d'exécution (incluant le PNUE) n'était autorisée à prendre d'autres engagements.

4. Concernant la question des procédures administratives soulevée par le gouvernement de Madagascar, l'ONUDI a indiqué que le pays avait demandé de disposer de méthodes de communication plus directes avec le siège de l'ONUDI, plutôt qu'avec le bureau de l'ONUDI à Madagascar. Le gouvernement malgache a assuré l'ONUDI qu'il est satisfait des travaux menés par l'agence dans la mise en œuvre du projet. Les problèmes de communication ont été réglés depuis.

5. À propos du choix d'identificateurs de réfrigération et des trousseaux d'outils des techniciens à Sao Tomé-et-Principe, le PNUE a confirmé au BNO qu'à l'avenir, les critères de sélection seront étudiés avec plus de soins, compte tenu des circonstances particulières du pays.

6. Pour ce qui est de l'Afrique du Sud, où des problèmes ont été signalés concernant les critères de financement et la participation dans le processus décisionnel sur les règlements et la formation, l'ONUDI a indiqué que le gouvernement avait demandé de faire participer davantage le Bureau de l'ozone dans la prise de décisions sur la priorisation des bénéficiaires, des niveaux de financement aux bénéficiaires, des mesures de réglementation et des calendriers de formation. L'ONUDI a pris note de la demande et y a donné suite.

-----